

DEPARTEMENT DU  
LOIRET  
ARROND. DE  
MONTARGIS  
CANTON ET COMMUNE  
DE  
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 14 novembre 2023

DATE DE PUBLICATION : 22 novembre 2023

*L'an deux mille vingt-trois, le vingt et un novembre, à 20 h 30, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.*

**ETAIENT PRESENTS :** M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES - M. RAMBAUD –M. ÖZTÜRK - Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON - M. KHALID - M. BARAY - Mme MANAÏ-AHMADI – Mme SOW – Mme BAYRAM – Mme CAYOUX - M. JOLIVET – Mme HENRY - M. OREN - M. RENOUF –Mme TORRES – M. TOUANE - M. FAURE - M. GUEDJ – Mme DURAND - Mme LOISEAU

**ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :**

- Mme PHESOR à M. TOUANE
- Mme RASAMOELY à Mme PASCAUD
- M. BA à Mme TORRES
- M. LALOT à Mme HEUGUES
- M. TAVARES à M. DEMAUMONT
- Mme PERIERS à M. FAURE

**ABSENTS**

- M. BALABAN

**EXCUSÉS**

- M. CHRISTODOULOU
- Mme LAMA
- Mme PRIEUX

**SECRETAIRE DE SEANCE :**

- Mme TORRES

**OBJET :**

**Convention avec l'Education Nationale pour la mise en œuvre du dispositifs « Petits déjeuners à l'école »**

## CHALETTE SUR LOING Conseil Municipal du 21 novembre 2023

**OBJET :**  
**Convention avec l'Education Nationale pour la mise en œuvre du dispositifs « Petits déjeuners à l'école »**

**Directeur de pôle** : Frédéric PAY

**Service** : scolaire

**Affaire suivie par** : Claudie VERSTAEVEL

**Mme PASCAUD** : Considérant que la promotion de la santé à l'école s'appuie sur une démarche globale et positive et que l'alimentation des élèves a une importance capitale pour leur développement et leurs capacités d'apprentissage, il importe de favoriser un climat de confiance et de réussite pour tous les élèves et, pour certains, de répondre à des difficultés liées à des inégalités sociales.

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, adoptée par le Gouvernement en 2018, prévoit d'encourager, dans les écoles primaires situées dans des territoires en difficulté sociale, la distribution de petits déjeuners, sur le temps périscolaire ou scolaire, selon le choix de l'école et de la commune.

Ce dispositif doit participer à la réduction des inégalités alimentaires pour le premier repas de la journée, indispensable à une concentration et une disponibilité aux apprentissages scolaires tout en respectant les préconisations en matière d'équilibre alimentaire.

La ville a accepté d'être volontaire pour la troisième année consécutive pour promouvoir ce dispositif à destination de tous les enfants des écoles Chalettoises.

Aussi, il vous est proposé d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention afférente avec l'Education Nationale, ci annexée.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code Générale des Collectivités Territoriales,

**ENTENDU** les explications du rapporteur,

**Après en avoir délibéré,**

**APPROUVE**, la mise en œuvre du dispositif « les petits déjeuners à l'école » pour tous les élèves des écoles Chalettoises

**AUTORISE** le Maire, ou son représentant, à signer la convention afférente avec l'Education Nationale.

Nombre de membres en exercice	<b>33</b>	
Nombre de membres présents ou représentés	<b>29</b>	
Votes pour	<b>29</b>	
Votes contre	<b>0</b>	
Abstentions	<b>0</b>	

*Le Maire, soussigné,*

*\* certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL  
et le compte-rendu de la présente délibération ont  
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12  
du CGCT,*

*\* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet  
acte à compter du*

*\* informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours  
devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de  
la date de sa publication.*



**Pour extrait certifié conforme,**  
**Le Maire,**  
**Franck DEMAUMONT**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20231129-DEL\_2023\_1112-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/11/2023